

Renforcer la société pour consolider la démocratie

Fernando Calderon*

Introduction

Je souhaiterais soutenir ici l'affirmation selon laquelle la meilleure façon de consolider la démocratie en Amérique latine c'est de mettre la société en valeur. Cette mise en valeur impliquerait, entre autre aspects, le renforcement des acteurs sociaux, du système politique et de la culture démocratique, ainsi que de l'Etat lui-même. Ce renforcement doit se faire dans le sens d'une meilleure intercommunication entre l'Etat et les facteurs sociaux et entre les facteurs sociaux eux-mêmes. En définitive, c'est une mise en valeur créatrice de la société sur elle-même.

Il est difficile de parler de l'Amérique latine en général; Il en a toujours été ainsi à cause surtout de la grande diversité socio-culturelle du continent. Aujourd'hui, à cette diversité sont venus s'ajouter d'importants processus de fragmentation et de décomposition sociale. La crise a non seulement mis en évidence ces diversités mais elle les a aussi multipliées. Ceci est visible à divers niveaux et sur des questions variées. Une compréhension globale de l'Amérique latine demeure encore un exercice osé. Néanmoins la crise a permis des tentatives de restauration de l'unité latino-américaine, de par ses effets, les réponses qu'elles engendrent et les nouvelles analyses qu'elle exige. Ce sont là des moments de réflexion et d'action qui doivent dépasser les solutions socio-politiques ou économiques du passé.

La situation est dépassée où la diversité socio-culturelle était ou pouvait être relativement ordonnée par la relation existante entre l'Etat et le modèle d'industrialisation. Nous nous référons ici à l'Etat dans ses diverses orientations nationale-populaire, populaire, développementiste, autoritaire, etc. Actuellement, les changements que cet ordre a entraînés, leurs limites ainsi que les transformations extérieures ont déterminé un épuisement et une incapacité croissante à reproduire la relation antérieurement citée.

Premièrement, les changements dans les moteurs de développement économique ont fait que l'industrie ne possède plus la capacité d'accomplir un rôle intégrateur dans la société; ceci n'est même plus envisagé par l'imaginaire collectif. De même, la plus grande interdépendance économique et financière internationale, et les impacts croissants de la révolution technologique limitent progressivement la capacité de régulation

* CLACSO, Buenos Aires

économique en jouant à travers l'Etat sur la demande sociale agrégée, ce qui empêche de réussir par ce mécanisme quand la dépendance des marchés antérieurs à celle-ci est maximale. L'oligopolisation de l'extraversion de ces derniers en est ainsi accentuée. L'inflation et la dette pèsent encore plus dans ces cas-là.

L'Etat manifeste alors une faiblesse structurale, non seulement par l'inopérabilité de son accroissement bureaucratique et son incapacité à affronter les demandes brutales du système économique international, mais aussi par sa croissante incapacité à satisfaire les demandes énormes et plurielles de la société.

Finalement, même les acteurs politiques du passé, tels les mouvements national-populaires ou de la classe ouvrière, vivent un processus de fragmentation et repli de leur action collective; de nouveaux comportements et de nouveaux acteurs et orientation surgissent. Ceci limite leur action totalisante sur le système politique et sur les relations de pouvoir. En quelque sorte, ce que l'on appelle le sujet historique se trouverait fragmenté.

Nous vivons dans des sociétés où il n'existe apparemment rien de sûr ni de pérenne, où l'incertitude du quotidien se juxtapose à la fragilité des horizons politiques et à l'éclosion d'une multiplicité d'identités particularistes. Néanmoins, on assiste (comme jamais encore en Amérique latine) à une évalorisation sociale de la démocratie. Elle est revalorisée en tant que régime politique et social, alors qu'elle a peut-être réalisé un effort social et d'Etat sans précédent, pour satisfaire les demandes du système international, surtout en ce qui concerne le poids du paiement de la dette extérieure.

Nous vivons donc des moments conflictuels dans la création d'un nouvel ordre. Et nous ne savons pas quelle ordre démocratique se cristallisera et si cet ordre, quel qu'il soit, permettra de dépasser l'historique oscillation entre dictature et démocratie; mais nous savons que les différents ordres démocratiques avancés ou en construction possèdent différents contenus sociaux, culturels et économiques. Nous savons aussi que si la démocratie en construction implique un ensemble de politique orthodoxe d'ajustement économique en fonction du capital, il est bien probable qu'elle soit coercitive et socialement exclusive, sans déboucher sur une plus grande équité, légitimité et intégration sociale.

De nombreuses études économiques prospectives¹ concluent qu'à moyen terme, si l'on applique une politique économique orthodoxe, l'Amérique

1 Voir Banco Internacional de Reconstrucción y Fomento/Banco Mundial. *Informe sobre el desarrollo mundial*, Washington D.C., 1985; Sánchez Arana, *Escenarios de mediano plazo para el futuro desarrollo de América Latina*. Instituto Italo Latino-americano, Roma, 1985.

latine perdrait ses positions sur le marché international, tandis qu'à l'intérieur de ses frontières, l'accroissement économique attendrait seulement les indices des années 60, avec des paramètres très régressifs dans la distribution du revenu. Et personne ne peut garantir que ce processus s'accompagnera d'une forte stabilité politique.

Les résultats de certaines des investigations prospectives récentes sur la modernisation et la démocratisation de l'Etat², deux facteurs clefs du processus politique actuel, consignent des tensions entre la modernisation et la démocratisation de l'Etat, avec une tendance à la prédominance d'une modernisation exclusive. Ceci impliquerait une plus grande concentration des décisions et des ressources économiques dans des groupes et des intérêts oligopolisés et transnationalisés, ainsi que la prééminence d'un capitalisme spéculateur qui monopolise l'information technique. Une telle modernisation produirait en outre une plus grande concentration des décisions au sein du pouvoir exécutif; et à l'intérieur de celui-ci il serait fortement concentré entre les mains des couches techno-bureaucratiques hautement "rationalistes" et "réalistes". On aboutirait finalement à une très forte perte d'autonomie de l'Etat au profit des décisions externes à la région. En définitive, l'Etat serait peut-être plus efficace mais moins souverain.

Par ailleurs, les politiques de démocratisation tendent à être plus instrumentales, induites et contrôlées par des élites. La recreation des cadres institutionnels tend à se limiter à la restauration d'une démocratie "exclusivement libérale", dans le sens d'un pur Etat de droit démocratique, avec une faible transformation du système politique et des mécanismes de participation sociale et politique. C'est-à-dire que l'horizon prédominant est celui d'une restauration du sens démocratique traditionnel en laissant plus d'initiative au marché qu'à la prise de décisions participatives, ce qui équivaut à privilégier une démocratie de représentation instrumentale en tant qu'administratrice de l'ordre politique.

Néanmoins de nouvelles positions se détachent de ce scénario dominant³. A ce sujet, il est pertinent de se demander: jusqu'à quel point et comment certaines forces sociales pourraient aller à l'encontre de leurs intérêts et proposer des ordres démocratiques plus libérateurs qui puissent empêcher cette recomposition constante et négative de la société et de la politique aux mains de l'économie.

2 Las transformaciones de las relaciones Estado, sociedad y economía en América Latina. Tomos I y II. *Modernización y democratización del Estado*. CLACSO, Buenos Aires, 1988.

3 Voir Calderón, Fernando, *Los movimientos sociales ante la crisis*, Biblioteca de Ciencias Sociales No. 18, CLACSO, Buenos Aires, marzo 1986.

La mise en valeur de la société en tant qu'idée centrale de ce message implique surtout une volonté de changement, un renforcement de l'action sociale, un développement de l'esprit d'entreprise, une innovation du système politique et un renforcement de la capacité d'action de l'Etat.

Nous voudrions explorer et démontrer quelques unes des caractéristiques et des problèmes d'une action politique différente, envisagée du point de vue de la société.

Volonté de changement

La démocratie latino-américaine fait face à un double défi: d'abord avec celui de terminer avec les régimes anti-populaires et la culture de l'intolérance; puis avec celui de créer et de recréer une certaine capacité de réponse de l'Etat et du système politique face aux demandes multiples de la société, le tout devant se faire dans un contexte et des conditions économiques internationales internes et "internationalisées" très défavorables à cause surtout des difficultés de redistribution du revenu et de mobilité sociale.

Le préjugé fondamental sur lequel reposent certaines des thèses est celui d'après lequel un tel défi peut être relevé en s'appuyant d'abord sur les possibilités internes de chaque pays et de la région dans sa totalité. L'objectif principal: répondre à la question: comment faire pour que la logique du fonctionnement extraverti des groupes et acteurs les plus dynamiques de l'économie favorise un début de résolution des demandes de la base concernant l'intégration de la société.

Ceci implique surtout une puissante volonté de changement, une volonté créatrice qui peut trouver sa source dans le marasme du pouvoir et les déterminants politiques et économiques, et pouvant ainsi mener à la consolidation d'une démocratie expansive et progressive. Il est possible que la crise puisse précisément provoquer un climat de dialogue et de construction sociale alternative, ainsi que des niveaux et des procès de reconstruction de blocs socio-historiques stimulant ainsi la dynamique de l'unité nationale et de l'intégration latino-américaine.

De ce point de vue, la société doit nécessairement effectuer quatre types de changements interdépendants et parfois conflictuels. Nous les présenterons ici seulement en tant que thèse de référence pour la discussion.

Approfondir l'action et l'autonomie des mouvements sociaux

Afin que les processus démocratiques se consolident et se développent politiquement, leur capacité inclusive et leur permanente référence à la société et à ses acteurs se relèvent très importants. Le problème consiste à faire que les sociétés transforment et hiérarchisent les nécessités et les demandes dans des actions sociales combinées avec des interventions et sur le système politique, permettant ainsi un approfondissement et une transformation de la démocratie représentative. De plus, il est essentiel

d'imaginer un système d'action sociale qui a un impact positif sur le développement socio-économique.

Comment faire pour que les chefs d'entreprise agissent comme des chefs d'entreprise et n'organisent leur action en fonction des hasards de la roulette? Comment faire pour que les classes politiques, si fermées sur elles-mêmes culturellement, perdent leur condition d'élite, s'ouvrent et soient en interaction avec la société et les autres acteurs? Comment faire pour que les demandes de réarmement civique et éthique et le droit à la différence s'expriment dans des réformes constitutionnelles claires? Comment faire pour que les demandes de décentralisation, démocratisation territoriale et d'autonomie culturelle se concrétisent en d'authentiques volontés de modernisation? Comment faire alors pour que les demandes des acteurs sociaux se transforment en action politique?

Répondre à de telles questions dépasse ce cadre-ci, mais cela impliquerait essentiellement la revalorisation du rôle de la politique et de l'action politique sur la société et sur l'économie. Seule celle-ci, la politique, serait capable de promouvoir:

- les recherches de dépassement de l'actuelle fragmentation de l'action collective, l'organisation des acteurs sociaux, afin qu'ils puissent communiquer entre eux et avec le système politique et l'état;
- une réorientation des multiples demandes adressées à l'Etat, vers les groupes d'intérêts, afin qu'ils atteignent une auto-représentation, mais aussi qu'ils soient représentatifs dans le système politique, ce qui leur permettrait d'accroître leur capacité d'agir et de résoudre certains de leurs propres problèmes sans recours aux solutions paternalistes de l'Etat;
- de nouveaux acteurs sociaux par un accroissement de leur propre capacité d'action, en fonction de leurs identités et orientations propres, par le biais de l'intercommunication, dans le but de promouvoir une action partagée résultant de l'évolution politique de leurs intérêts, favorisée par l'intercommunication des acteurs sociaux.

Ceci implique un élargissement du système politique qui est généralement monopolisé par les partis. Cette situation impliquerait à son tour une réforme politique des partis. Ce thème ne sera ici qu'énoncé.

Renforcer "l'esprit d'entreprise"

De quelle façon pourrions nous créer des économies alternatives qui dynamisent le développement socio-économique et intègrent la capacité productive et distributive de la société? La réponse à cette question est certainement une politique planifiée qui relie les possibilités de diversification exportatrice à des noyaux de reconversion industrielle et des

modèles de consommation nationaux et latino-américains, à des expériences dans l'autogestion sectorielle, le pouvoir local et une action politique concertée face à la dette; cette planification réclame de nouvelles procédures pour renforcer la capacité de l'Etat, son action unitaire et moderne afin d'aboutir au résultat souhaité.

Mais ces dynamismes ne peuvent pas se promouvoir dans le vide; il est nécessaire que les acteurs sociaux concernés adoptent des comportements nouveaux et des valeurs qui expriment et représentent leur action, et les rendent aptes à cristalliser - dans le système politique - un ensemble de garanties réciproques dans le comportement socio-économique, assurant ainsi l'existence et la promotion d'entreprises multiplicatrices du développement et du changement dont l'impact est ressenti par l'ensemble de la société.

Cet esprit d'entreprise est important, au moins, dans un double sens. D'un côté, il favoriserait la création et la consolidation d'une volonté collective opposée aux phénomènes d'apathie, de démobilisation et désenchantement politiques. D'un autre côté, il engendrerait une force nouvelle aux comportements d'entreprise avec un niveau d'efficacité technologique et de gestion administrative, reliés à des valeurs et des responsabilités cohérentes avec les projets, principalement ceux liés à la production. Ces logiques à travers multiples formes d'organisation, permettraient d'aboutir à un système de contrôle et de responsabilisation des entrepreneurs non performantes et productives.

Le processus de concertation sociale sont une source d'innovation, car ils peuvent construire des espaces partagés pour le traitement des conflits et la prise de décisions qui modifient les logiques centrifuges et exclusives de la crise en aidant à impulser le développement. Néanmoins, pour que ces dynamiques soient productives, il est très important de connaître la réelle corrélation des forces et des intérêts présents au moment des négociations, les variables macro-économiques nécessaires et susceptibles d'être régularisées, et plus essentiel encore, la capacité de l'Etat à équilibrer les dynamiques de la configuration socio-économique des forces en présence, en fonction des principes de représentation sociale.

Il est donc essentiel de penser au renforcement des acteurs sociaux et de la capacité de l'action de l'Etat à sortir de la crise. Mais ceci reste insuffisant si l'on ne provoque pas des changements dans le système politique.

Changer le système politique

Est-il possible de penser la rénovation du système politique pour lui fournir une plus grande capacité de prise en considération de la pluralité des acteurs socio-culturels dans le processus de décision?

Est-il possible de penser la reconstruction du système politique afin de dégager progressivement des valeurs consensuelles de changement et des

modèles symboliques et matériels qui peuvent être appropriés par l'ensemble de la société?

Répondre à ces questions équivaut à imaginer une rénovation du régime démocratique libéral actuellement en vogue. Cela signifierait peut-être envisager le changement social et politique d'une façon complexe et multidimensionnelle.

Des études récentes sur la relation entre système politique et société⁴ ont démontré, avec une certaine clarté, que pratiquement dans tous les pays de la région, il existe une importante inadéquation entre la société et le système de représentation politique. Ceci au moins dans trois sens:

- en premier lieu, les instances de représentation classiques, telles les parlements, ne suffisent pas à traduire de manière authentique la pluralité actuelle des sociétés;
- les mêmes instances de représentation, relativement limitées dans leur action, n'ont ni un impact décisif, ni une efficacité réelle sur le système politique;
- on perçoit, par ailleurs, de nombreuses demandes des acteurs, socio-culturels, certaines vagues d'autres plus précises, mais toutes indiquent l'urgence de changements dans le système institutionnel et plus particulièrement dans les champs de représentation propre de la dimension sociale.

C'est-à-dire que si nous combinons tous ces aspects, nous constatons l'existence de possibilités réelles d'une interaction organique plus effective entre les nouvelles orientations des acteurs sociaux et l'introduction de changements importants dans le régime démocratique.

Néanmoins, il est préférable de se demander de quel type de changement s'agit-il? Surtout, comment effectuer ces changements? Permettent-ils de rompre définitivement d'avec l'oscillation asymétrique déjà mentionnée? Un tel bouleversement impliquerait l'abandon du vieux système de représentation sans même tenter de le rendre plus effectif. Cela suppose que l'on l'améliore et le transforme pour servir un système politique où les acteurs sociaux pourront être représentés dans les instances de prise de décisions, de façon à obtenir une interaction entre eux; ils assumeront ainsi les risques de l'alternance démocratique par une participation.

Nous souhaitons souligner ici que les mécanismes de participation sociale doivent se loger principalement dans le système politique à travers de nouvelles formes de représentation et d'auto-représentation. Dans une telle perspective, on ne peut pas séparer la construction de la démocratie de

4 Voir Calderon, Fernando et dos Santos, Mario (ed.), *Los conflictos por la constitución de un nuevo orden*, CLACSO, Buenos Aires, 1987.

la construction institutionnelle, et celle-ci de la mise en valeur des acteurs sociaux représentatifs. Les acteurs sociaux ne pourraient pas exprimer et développer leur action sans un cadre institutionnel légitimant leur intervention.

Renforcer l'Etat et sa capacité d'action unitaire

Il est communément accepté que les Etats nationaux latino-américains sont en train de changer et qu'ils ont grand peine à reproduire le rôle dominant qu'ils eurent durant les décennies passées. L'Etat ne peut plus régulariser et affronter la crise; les demandes internes diverses et les pressions externes l'affaiblissent chaque fois davantage; de même sa propre capacité de gouvernabilité économique y compris de régulation politique interne souffre de graves carences. Il faut ajouter à ceci la formidable impulsion idéologique de privatisation de l'Etat par des forces internationales des pays capitalistes centraux et des forces internes du renouveau libéral. Ces évolutions indiqueraient une tendance à l'épuisement du rôle central de l'Etat dans la région, tendance vérifiable.

Une option différente devrait pourtant promouvoir une rénovation et un renforcement de la capacité d'action et de réaction de l'Etat - car pour l'instant il est le seul agent politique qui peut impulser une sortie de la crise - par la mise en valeur interne contre la crise, tout en participant au niveau national et régional à une meilleure compréhension et résolution des effets des mutations dans des relations de pouvoir du système international. Apparemment même si le renforcement et la modernisation de l'Etat implique l'acceptation du changement de ses fonctions et structures, il est nécessaire en même temps d'établir une inter-relation différente entre le système politique et les acteurs sociaux; ces derniers sont en quelque sorte intéressés par le questionnement tant de libéralisme obséquieux que de l'étatisme fermé.

Parmi les défis possibles, nous signalons les suivants:

- la recherche d'action gouvernementale qui obtiennent une cohérence à l'intérieur des appareils, des agences et schémas de l'Etat, ainsi qu'une cohérence dans leurs propres actions et messages à la société et au système international;
- la création progressive de systèmes de gestion étatiques spécialement dans les aires socio-économiques stratégiques. Ces systèmes doivent avoir des niveaux d'efficacité élevés qui stimulent en plus le développement et la valorisation de comportements bureaucratiques à valeurs organiques tel "l'esprit de service publique" et dans le cadre d'une plus grande rationalisation technique.
- l'éventail des politiques sociales avec une prédominance de la production qui prend en compte les expériences communautaires

urbaines et rurales associées aux processus de démocratisation et de décentralisation du pouvoir local et régional;

la création et recréation constante d'espaces de reconnaissance et d'interaction politique des acteurs sociaux, aux différents niveaux socio-économiques et culturels, pour aider à la multiplication de la capacité de l'Etat à une représentation sociale des intérêts de la nation.

C'est-à-dire une modernisation et un ordre d'Etat socialement et économiquement progressif. Dans cette option de démocratie progressive on suppose que l'Etat sera fort mais seulement si la société l'est aussi.

D'autres changements sont sans doute nécessaires, qui sont tout aussi complexes pour le choix du modèle du leadership politique, par exemple. Nous savons bien que dans des sociétés et cultures comme les nôtres, le rôle des leaders est central pour affronter les nouveaux défis. Nous savons aussi que la société elle-même est source de nouveaux leaderships démocratiques, ceux par exemple qui accompagnent et impulsent les expériences démocratiques locales, tentent de reprendre une certaine capacité de décision politique aujourd'hui confisquée par les techno-bureaucraties possibilistes. C'est ce nouveau leadership qui invente et valorise une volonté de changement. Il sont en définitive les vecteurs de légitimation et de définition des objectifs mais aussi des valeurs essentielles existantes dans la communauté, c'est-à-dire de production de nouveaux projets historiques.

Il nous faut enfin signaler notre ignorance - en tant que spécialistes en sciences sociales - des processus et changements que souffrent et vivent nos sociétés. Il est nécessaire d'impulser et de rechercher une plus grande liaison entre les politiciens et les chercheurs; il est également nécessaire de revaloriser une politique nourrie dans les possibilités de la science, mais il est surtout nécessaire que les analyses - outre la compréhension des processus historiques sur une base empirique et la critique du monde des idéologies - s'inspirent et collaborent dans la recherche de nouveaux chemins émancipateurs.